COMMUNE DE LANDAS

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE CONSEIL MUNICIPAL DU 16 MARS 2015

L'an deux mil quinze, le seize mars, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal de Landas, régulièrement convoqué le dix mars deux mil quinze, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul FRANCKE

PRESENTS : Tous les membres en exercice sauf

ABSENTS EXCUSES : Patrick DELCROIX qui a donné procuration à Christelle DESCAMPS, Bernard FACHE qui a donné procuration à Monique HUBAUT.

Le Maire propose le secrétariat de séance à Tiphanie DEPINOY qui l'accepte, proposition adoptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Le compte-rendu de la réunion du 9 février 2015 est signé sans observation.

COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Comme il est d'usage, après la présentation du Compte Administratif de 2014, Monsieur le Maire quitte la salle de vote, la présidence de l'assemblée étant confiée, avec l'accord unanime de celle-ci, à Madame Monique HUBAUT, 1^{ère} Adjointe au Maire.

Le Conseil Municipal, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2014 dressé par Monsieur Jean-Paul FRANCKE, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré, par un vote unanime à main levée

1° lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents
résultats reportés		590 041,11 €	562 569,00 €		562 569,00 €	590 041,11 €
Opérations Exerc.	1 040 442,84 €	1 451 316,41 €	1 065 538,38 €	1 053 666,57 €	2 105 981,22 €	2 504 982,98 €
TOTAUX	1 040 442,84 €	2 041 357,52 €	1 628 107,38 €	1 053 666,57 €	2 668 550,22 €	3 095 024,09 €
Résultats de						
Clôture	- €	1 000 914,68 €	574 440,81 €	- €	574 440,81 €	1 000 914,68 €
Restes à Réaliser	- €	- €	144 979,27 €	128 482,26 €	144 979,27 €	128 482,26 €
TOTAUX						
CUMULES	- €	1 000 914,68 €	719 420,08 €	128 482,26 €	719 420,08 €	1 129 396,94 €
RESULTATS						
DEFINITIFS	- €	1 000 914,68 €	590 937,82 €	- €	- €	409 976,86 €

2° Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

4° Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Ont signé au registre des délibérations les membres du Conseil Municipal repris ci-dessus.

COMPTE DE GESTION 2014

Le Conseil Municipal par un vote unanime à main levée,

➤ Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014.
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2014 au 31 Décembre 2014, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

AFFECTATION DES RESULTATS 2014

Le Conseil Municipal a approuvé le Compte Administratif 2014 lequel fait apparaître les résultats suivants :

***INVESTISSEMENT :**

DEFICIT D'INVESTISSEMENT 2014 :	- 11 871.81 €
DEFICIT D'INVESTISSEMENT 2013 REPORTE :	- 562 569.00 €

DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT 2014 :	- 574 440.81 €
ETAT DES RESTES A REALISER (RECETTES – DEPENSES) :	- 16 497.01 €

SOIT UN BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE :	- 590 937.82 €
--	-----------------------

***FONCTIONNEMENT :**

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT 2014 :	+ 410 873.57 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT 2013 REPORTE :	+ 590 041.11 €

EXCEDENT GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2014 :	+ 1 000 914.68 €
---	-------------------------

Par un vote unanime à main levée, le Conseil Municipal décide d'affecter au compte R1068 (Excédent de fonctionnement capitalisé) la somme de 590 937.82€. Le solde, soit 409 976.86 €, étant reporté au compte R002 (Excédent de fonctionnement reporté). Ces sommes, ainsi que le déficit global d'investissement de 2014 constaté au compte D001 pour 574 440.81 €, figurent au Budget Primitif de 2015.

VOTE DES TAUX (TH, TFB, TFNB) pour 2015

Le Conseil Municipal, après délibération et par vote à main levée,

Décide, à l'unanimité,

De ne pas augmenter les taux communaux des taxes d'habitation et des taxes foncières « bâti » et « non bâti », et donc de retenir pour l'année 2015 les taux suivants :

Taxe d'habitation	14.82%
Taxe foncière « bâti »	15.06%
Taxe foncière « non bâti »	57.78%

PRISE EN CHARGE DES FOURNITURES SCOLAIRES DE L'ECOLE JEAN MACE POUR L'ANNEE 2015

Chaque année, Le Conseil Municipal prend en charge les fournitures scolaires de l'école Jean MACE dans la limite de 33 € par élève. Il convient de revoter le montant de cette prise en charge pour 2015.

Le nombre total d'élèves inscrits à l'école publique Jean Macé au 1^{er} mars 2015 s'élève à 117 (liste arrêtée par la directrice de l'école publique).

Par un vote unanime à main levée, le Conseil Municipal décide de prendre en charge les fournitures scolaires de l'école publique dans la limite de 3 861 € (soit 33 € x 117 élèves).

Les crédits seront inscrits au compte 6067 du Budget Primitif 2015.

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU GROUPE SCOLAIRE PRIVE POUR L'ANNEE 2015

Le Conseil Municipal,

Vu sa délibération du 30 juin 2011 et la convention passée avec les écoles Saint Joseph et Sainte Bernadette de LANDAS en 2011 à l'effet de prendre en charge tout ou partie des dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées sous contrat,

Après délibération et à l'unanimité,

DECIDE de fixer à 412.35 € la dotation annuelle de fonctionnement 2015 pour chaque élève landasien inscrit aux écoles privées, soit une dotation totale de 44 121 € (basée sur un nombre d'élèves landasiens de 107).

Les crédits nécessaires seront inscrits au compte 6574 du budget primitif 2015

SUBVENTION CANTINE AU GROUPE SCOLAIRE PRIVE POUR L'ANNEE 2015

Le Conseil Municipal décide d'attribuer la somme de 19 443 € au groupe scolaire privé au titre de la subvention cantine pour l'année 2015.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2015

Le Conseil Municipal, après délibération et par vote à main levée, décide à l'unanimité (sauf Monsieur Patrick DELCROIX qui ne prend pas part au vote du fait de sa fonction de président de l'association « Comité des Aînés »)

D'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2015 :

Nos jardins de campagne (dont 500 € de subvention exceptionnelle)	650 €
Association des anciens combattants (UNC) (dont 500 € de subvention exceptionnelle)	700 €
Club artistique landasien	250 €
Club de l'amitié	360 €
Ape école publique (subvention musique)	500 €
Garderie Ecole J. MACE – Amicale Laïque	1 323 €
Ecole de musique	3 500 €
Olympique landasien	10 500 €
Ogepc cantine	19 443 €
Ogepc fonctionnement écoles privées	44 121 €
Comité des aînés	11 000 €
L'Atelier	2 500 €
Vitaform	450 €
C'est le pied	100 €
Land'animation	3 000 €
Société Historique du Pévèle	50 €
OCCE Jean Macé subvention pédagogique (17 élèves * 23 €)	391 €
OGEPSC subvention pédagogique (29 élèves * 23 €)	667 €
APEL Ste BERNADETTE (subvention exceptionnelle pour l'achat de tablettes)	3 000 €
Provisions	7 495 €
	110 000 €

Cette somme sera inscrite au compte 6574 du budget primitif 2015.

BUDGET PRIMITIF 2015

Monsieur le Maire détaille le Budget Primitif de 2015, dont chacun a reçu un exemplaire. Celui-ci se résume comme suit :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES		RECETTES	
Charges à caractère général	464 520,00 €	Atténuation de Charges	40 400,00 €
Charges de Personnel	404 100,00 €	Produits des Services	37 000,00 €
Autres charges de Gestion Courante	307 900,00 €	Impôts et Taxes	729 218,52 €
Charges Financières	51 636,62 €	Dotations et Participations	471 771,00 €
Charges Exceptionnelles	209 591,70 €	Autres Produits de gestion Courante	20 000,00 €
Virement à la Sect° d'investissement	271 618,06 €	Produits Exceptionnels	1 000,00 €
		Excédent antérieur reporté	409 976,86 €
	1 709 366,38 €		1 709 366,38 €

INVESTISSEMENT - DEPENSES		RECETTES	
Remboursement d'Emprunts	133 115,30 €	Dotations, Fonds divers, Réserves	152 000,00 €
Op 13 : église	60 900,00 €	Subventions d'Investissement	168 573,50 €
Op 21 : construction nouvelle mairie	143 794,83 €	Virement sect. de Fonctionnement	271 618,06 €
Op 23 : travaux d'éclairage public	3 300,00 €	Affectation du Résultat 2014 (1068)	590 937,82 €
Op 33 : équipements nouvelle mairie	32 656,46 €		
Op 34 : signalétique	4 600,00 €		
Op 35 : aménagement place Salengro	5 000,00 €		
Op 10002 : mairie	15 000,00 €		
Op 10006 : cadre de vie	52 337,00 €		
Op 10007 : travaux voirie	100 711,00 €		
Op 10008 : écoles	40 746,00 €		
Op 10009 : cimetière	16 527,98 €		
Déficit antérieur reporté	574 440,81 €		
	1 183 129,38 €		1 183 129,38 €

Par un vote à main levée, 15 voix pour et 4 voix contre (MM DUCHATEAU, DAUCHY, Mmes LECOEUVRE et TESTART), le Conseil Municipal adopte ce budget primitif de 2015 tel que présenté.

CREATION DE POSTES

Monsieur le Maire expose que certains agents de la commune peuvent bénéficier à différents avancements de grade : 3 au grade d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe, 1 au grade d'adjoint technique 1^{ère} classe et 1 au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe. Il y a lieu de créer les postes manquants au sein de la Commune de LANDAS.

En conséquence le tableau des effectifs à partir du 1^{er} avril 2015 est modifié comme suit :

Emplois permanents	Nombre de postes existants	Nombre de postes créés par délibération	Nombre total de postes après délibération
Administratif			
-Directeur général des services	1	0	1
-Attaché	1	0	1
-Rédacteur chef	1	0	1
-Rédacteur principal	1	0	1
-Rédacteur	1	0	1
-Adjoint administratif territorial principal de 1 ^{ère} classe	1	0	1
-Adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe	1	2	3
-Adjoint administratif territorial de 1 ^{ère} classe	3	0	3
-Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	2	0	2

Technique			
-Agent de maîtrise	1	0	1
-Adjoint technique principal territorial de 1 ^{ère} classe	0	1	2
-Adjoint technique principal territorial de 2 ^{ème} classe	1	0	1
-Adjoint technique territorial de 1 ^{ère} classe	1	0	1
-Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe à temps complet	3	0	3
-Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe à temps non complet	2	0	2
Médico-social			
-ATSEM de 1 ^{ère} classe	1	0	1

Le Conseil Municipal, par un vote unanime à main levée,

- autorise la création de 2 postes d'adjoints administratifs territoriaux principaux de 2^{ème} classe et la création d'1 poste d'adjoint technique principal territorial de 1^{ère} classe, et prend note du tableau des effectifs repris ci-dessus
- autorise son Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires aux nominations des intéressés sur ces postes

REGIME INDEMNITAIRE

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires, modifiée par le Décret N° 2007-1630 du 19/11/2007,

VU le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le Décret N°97-1223 du 16/12/97, portant création d'une Indemnité d'exercice de mission des Préfectures,

Vu l'arrêté du 26/12/1997 fixant les montants de références de l'Indemnité de Mission des Préfectures,

VU la jurisprudence et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131247 et .n°131248 du 12 juillet 1995 autorisant un agent seul dans son grade à bénéficier du taux maximum individuel au titre du principe d'égalité de traitement,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels,

CONSIDERANT que la délibération, qui institue le régime indemnitaire en faveur des agents de la collectivité, doit permettre de fixer l'enveloppe globale par cadre d'emploi

CONSIDERANT que, pour prendre en compte les derniers avancements de grades, il y a lieu de modifier le régime indemnitaire existant (créé par les délibérations du 07/02/2008 pour les I.H.T.S, du 02/02/2012 pour les I.A.T et les I.E.M.P),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat (*décret n° 2002-61 et l'arrêté du 14 janvier 2002*) le régime indemnitaire relevant des cadres d'emplois suivants:

1°) INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (I.H.T.S.)

Les heures supplémentaires sont effectuées à la demande du Maire, elles ne peuvent dépasser un contingent mensuel de 25 heures dans lequel sont incluses les heures de dimanches, jours fériés et nuits.

Seules les heures réellement effectuées peuvent être rémunérées par des I.H.T.S. ou récupérées par des repos compensateurs.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont étendues à l'ensemble des fonctionnaires de catégories C et B de la collectivité.

REMUNERATION	}	RECUPERATION
14 premières heures : (traitement brut indiciaire) x 1.07 / 1820		Repos compensateur égal à la durée du travail
Heures suivantes : (traitement brut indiciaire) x 1.27 / 1820		

Dimanches et fériés : Heure supplémentaire majorée des 2/3 = repos=durée de travail Majoré des 2/3

Nuits (de 22h à 7h) : Heure supplémentaire majorée de 100% = repos=durée de travail Majoré de 100%

2°) INDEMNITES D'ADMINISTRATION ET DE TECHNICITE (I.A.T.)

Catégorie d'Agents pouvant bénéficier de l'I.A.T. :

FILIERE/GRADE	Nbre D'Agents en Fonction	Coef Multiplicateur	Montant Moyen Annuel	Montant de L'Enveloppe
ADMINISTRATIVE				
Adjoint Admin Ppal de 2 nd Classe	2 (du01/04 au 14/11/2015) 3 (à compter du 15/11/2015)	8	469.67€	11 272.08€
Adjoint Admin de 1 ^{ère} Classe	1 (du01/04 au 14/11/2015) 0 (à compter du 15/11/2015)	8	464.30€	3 714.40€
TECHNIQUE				
Adjoint Techn. Ppal de 1 ^{ère} Classe	1	8	476.10€	3 808.80€
Adjoint Techn. de 1 ^{ère} Classe	1	8	464.30€	3 714.40€
Adjoint Techn. de 2 nd Classe	2	8	449.28€	7 188.48€
MEDICO-SOCIAL				
A.T.S.E.M. de 1 ^{ère} Classe	1	8	464.30€	3 714.40€

A compter du 15/11/2015, l'enveloppe annuelle de l'Indemnité d'Administration et de Technicité sera de 29 698.16€.

Cette liste sera complétée en fonction des créations de postes. Elle est étendue au personnel stagiaire et non titulaire.

Le montant de référence de l'I.A.T, fixé par arrêté, est indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Elle est versée au prorata du temps de travail et de présence.

Le montant des attributions individuelles est fixé par arrêté de M. le Maire de Landas.

3°) INDEMNITES D'EXECUTION DES MISSIONS DES PREFECTURES (I.E.M.P.)

Catégories d'agents pouvant bénéficier de l'I.E.M.P. :

FILIERE/GRADE	Nbre D'Agents en Fonction	Coef Multiplicateur	Montant Moyen Annuel	Montant de L'Enveloppe
ADMINISTRATIVE				
Adjoint Admin Ppal de 2 nd Classe	2 (du01/04 au 14/11/2015) 3 (à compter du 15/11/2015)	3	1 478.00€	13 302.00€
Adjoint Admin de 1 ^{ère} Classe	1 (du01/04 au 14/11/2015) 0 (à compter du 15/11/2015)	3	1 153.00€	3 459.00€
TECHNIQUE				
Adjoint Techn. Ppal de 1 ^{ère} Classe	1	3	1 204.00€	3 612.00€
Adjoint Techn. de 1 ^{ère} Classe	1	3	1 143.00€	3 429.00€
Adjoint Techn. de 2 nd Classe	2	3	1 143.00€	6 858.00€
MEDICO-SOCIAL				
A.T.S.E.M. de 1 ^{ère} Classe	1	3	1 153.00€	3 459.00€

A compter du 15/11/2015, l'enveloppe annuelle de l'Indemnité d'exercice des Missions des Préfectures sera de 30 660.00€.

Cette liste sera complétée en fonction des créations de postes. Elle est étendue au personnel stagiaire et non titulaire.

Elle est versée au prorata du temps de travail et de présence.

Le montant des attributions individuelles est fixé par arrêté de M. le Maire de Landas.

CONVENTION AVEC LE CDG59
ADHESION AU SERVICE DE PREVENTION PÔLE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Monsieur le Maire informe l'assemblée que pour accompagner les collectivités dans la mise en place de leur politique de prévention, le CDG 59 a décidé de créer un « Pôle Santé-Sécurité au travail » .

Pour 52€ par agent, le socle de base des prestations proposées par la convention est :

- Intervention du médecin dans le cadre des visites en milieu professionnel
- Intervention des préventeurs (suivi du plan d'action provenant de l'évaluation des risques)
- Actions d'accompagnement individuel (maintien dans l'emploi, étude d'ergonomie, accompagnement individuel psychologique)
- Accompagnement social
- Etude de suivi post exposition à l'amiante.

Le CDG 59, dans le cadre de cette convention propose d'autres actions d'accompagnement :

- Réalisation du Document Unique,
- Diagnostic et évaluation des risques psychosociaux,
- Permanences et entretiens collectifs réalisés par la psychologue du travail
- Conseil et accompagnement aux projets ergonomiques globaux
- Toute autre demande répondant à un besoin spécifique

Toutes ces prestations sont facturées sur un forfait d'intervention journalier (intervention et rédaction des rapports) de 250€.

Monsieur le Maire propose de conclure cette convention avec le CDG59 à partir de l'année 2015.

Après délibération et par vote à main levée, le Conseil Municipal autorise à l'unanimité le Maire à signer cette convention ainsi que tous les actes nécessaires à intervenir.

CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PEVELE CAREMBAULT (CCPC) POUR L'ADHESION AU SERVICE COMMUN « INSTRUCTION DES AUTORISATION DU DROIT DES SOLS »

Le Conseil Municipal

Vu l'article 134 de la loi ALUR en date du 24 mars 2014 modifiant l'article L 422-8 du code de l'urbanisme, Considérant qu'à compter du 1^{er} juillet 2015, l'Etat mettra fin à la mise à disposition gratuite des services de l'Etat (DDTM) dès lors que les communes appartiennent à une communauté de 10 000 habitants et plus.

Qu'ainsi, l'Etat appelle les collectivités à assumer localement l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Vu l'article L5211-4-2 du CGCT, modifié par la loi MAPTAM du 24 janvier 2014, organisant la notion de services communs.

Considérant que désormais, en dehors des compétences transférées, un EPCI peut se doter d'un service commun pour assurer des missions fonctionnelles, en matière de gestion du personnel, de gestion administrative et financière, d'informatique, d'expertise juridique, d'expertise fonctionnelle ainsi que de l'instruction des décisions prises par les maires au nom de la commune ou de l'Etat.

Vu la délibération n°2015/51 du Conseil communautaire de la CCPC en date du 16 février 2015, relative à la décision de créer un service commun chargé d'instruire les autorisations du droit des sols,

Considérant que la mise en place du service commun nécessite la rédaction d'une convention détaillant le partage des missions du service commun et des communes. Cette convention détermine le nombre de fonctionnaires et d'agents non titulaires territoriaux transférés par les communes.

Vu la fiche d'impacts décrivant les effets de la mise en commun sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents annexée à la présente convention.

Vu la délibération n°2015/52 du Conseil communautaire de la CCPC en date du 16 février 2015, relative à la signature de la convention d'adhésion au service commun chargé d'instruire les autorisations du droit des sols,

Considérant l'opportunité pour la commune de LANDAS de participer au service commun géré par la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité par vote à main levée :

- D'adhérer au service commun « Instruction des autorisations du droit des sols » géré par la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT
- D'autoriser son Maire à signer la convention de création du service d'instruction des autorisations du droit des sols, avec le Président de la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT

CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PEVELE CAREMBAULT (CCPC) POUR LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX ET DU PERSONNEL POUR LE CENTRE DE LOISIRS DE FEVRIER/MARS 2015

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la compétence Centres de Loisirs petites vacances scolaires est déléguée à la Communauté de communes PEVELE CAREMBAULT(CCPC).

Afin de permettre à l'EPCI d'organiser ce centre de vacances, chaque année, la commune met à disposition les locaux et le personnel nécessaire à cette prestation :

- les locaux (école Jean MACE) sont mis à disposition gratuitement
- le personnel (service cantine et nettoyage) est mis à disposition contre remboursement par la CCPC des salaires et charges correspondants

Il y a donc lieu de prévoir une convention avec la CCPC afin que le remboursement puisse s'effectuer au profit de la Commune.

Monsieur le Maire propose de conclure cette convention avec la CCPC.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à intervenir.

QUESTIONS DIVERSES

SCOT DE LILLE

Le Syndicat du SCOT de Lille a étendu son territoire afin de prendre en compte l'adhésion de la Communauté de Communes PEVELE CAREMBAULT au SCOT de Lille.

BUREAU DE POSTE

Nous avons été contactés par les services de la Poste afin d'étudier la possibilité de créer une agence Postale sur Landas. Après l'exposé de Monsieur RENARD (Directeur de la Poste d'Orchies), il s'avère que cela reste assez lourd pour la commune et donc difficilement réalisable, surtout compte tenu de la conjoncture actuelle.

Par contre il a été évoqué la possibilité de la mise en place, par la Poste, d'un facteur/guichetier : une seule personne assure la distribution du courrier et l'ouverture du bureau de poste (14h30/semaine).

ENQUETE PETITE ENFANCE

Suite à une question sur « l'enquête petite enfance » distribuée récemment, Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la municipalité a été questionnée pour la création d'une crèche privée. Une enquête a donc été lancée afin d'avoir une vue plus précise sur les besoins dans ce domaine. Pour autant il ne s'agit que d'une enquête et aucune action n'est prévue dans ce domaine. Monsieur le Maire rappelle que figure néanmoins, parmi les actions enregistrées en 2013 au contrat de territoire signé avec le département, une action dans la thématique « Renforcement de l'offre territoriale de santé et d'accueil de la petite enfance ».

INTERCOMMUNALITE

A la question du départ possible d'Orchies évoqué dans la presse, Monsieur le Maire répond que la position de Landas sera débattue en Conseil si cela se présente.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h45